

*Initiatives ministérielles*

de la valeur élevée du dollar canadien. Don Richmond, commissaire à la Commission de la communauté urbaine de Toronto, dit que la situation correspond à peu près à celle qui existait en 1938-1939, en plein coeur de la Crise.

Le nombre de personnes ayant besoin de l'aide sociale aura passé d'un peu plus de 750 000 à bien au-delà d'un milliard en 1992. On compte plus de 100 000 cas à Toronto, et 3 000 autres viennent s'ajouter à chaque mois. Le nombre total se situe juste en-dessous de 300 000.

La région d'Ottawa-Carleton, qui a aussi été touchée, a enregistré une augmentation de 42 p. 100 du nombre d'assistés sociaux. Cette augmentation fera passer les coûts de 290 à 350 millions de dollars. Une partie de cette hausse, soit 12 millions de dollars, sera prélevée sous forme de taxes foncières. Le gouvernement a pris des programmes et en a transféré les coûts non seulement aux provinces, mais aussi aux municipalités.

Nous parlons de logement abordable. Tout ce que le gouvernement a fait hier pour rendre le logement plus abordable, il le défait avec ce projet de loi parce que, dans certaines provinces, cela influence directement le coût d'une maison. En Ontario, c'est par l'entremise d'une augmentation des impôts. C'est tout aussi important de pouvoir garder une maison que de l'acheter.

En Colombie-Britannique, on note aussi une augmentation du nombre de personnes désireuses d'obtenir une aide au revenu. Cette région en est maintenant au même point qu'au moment de la récession du début des années 80. Jusqu'à maintenant, la Colombie-Britannique n'avait pas souffert autant de la récession que la région industrielle de l'Ontario. Malgré tout, elle enregistre un nombre de demandes d'aide au revenu aussi important qu'au plus fort de la récession, au début des années 80.

• (1200)

Parallèlement, il existe toutes sortes de services autres que l'aide visant directement les personnes, pour ce qui est de l'aide au revenu possible en vertu de notre Régime d'assistance publique. Je veux parler des balivernes que raconte le gouvernement et de l'hypocrisie de ses agissements au sujet de l'une de ses questions fétiches, la violence faite aux femmes ou la violence familiale.

C'est à grand renfort de publicité que cinq ministres du Cabinet ont annoncé partout au pays qu'ils allaient consacrer à ce problème 137 millions de dollars sur cinq ans. La plus grande partie de cet argent doit être dépensée bien après que les conservateurs auront perdu le pouvoir. En fait, très peu de cet argent, moins de 20 millions de dollars, doit être dépensé cette année. C'est à peu près la même chose pour le prochain exercice financier. Le reste est à venir plus tard, dans la semaine des quatre jeudis.

Pendant ce temps, le gouvernement enlève 1,2 milliard à l'Ontario et 1,2 milliard à la Colombie-Britannique sur cinq ans. En Ontario, il s'agit de 1,2 milliard de dollars sur un an, soit quelque chose comme plusieurs milliards de dollars sur cinq ans. Voici donc que les conservateurs décident de consacrer 137 millions de dollars à la lutte contre la violence familiale et la violence faite aux femmes et qu'ils réduisent par ailleurs de cent fois plus le financement des mêmes services, c'est-à-dire des refuges pour femmes battues, des services de counselling familial, des services d'aide aux enfants battus, négligés et victimes d'abus sexuels.

Ils ont le culot et l'hypocrisie d'annoncer à grand renfort de publicité qu'ils vont libérer cet argent, alors que, en fait, ils compromettent la sécurité des enfants en s'assurant que ces services ne seront pas offerts au palier provincial et en réduisant leur financement de montants des centaines de fois plus importants. Ils compromettent ainsi la sécurité des enfants, la sécurité des femmes battues et la paix des familles. Je crois que les Canadiens en ont ras le bol de cette façon de faire.

Le gouvernement prétend qu'il n'a pas le choix s'il veut réduire le déficit. Oui, le déficit pose un sérieux problème, un fardeau que deux gouvernements successifs ont fait porter aux Canadiens ces dix dernières années. Oui, le gouvernement doit réduire le déficit, mais ce ne sont pas les programmes sociaux qui ont fait grimper le déficit et la dette nationale. Les programmes sociaux représentent 6 p. 100 de la hausse du déficit, les dégrèvements fiscaux accordés aux multinationales et aux riches par les deux derniers gouvernements, 44 p. 100, et le service de la dette principalement dû à la politique de taux d'intérêt élevés, encore à ce jour, du gouvernement conservateur, 50 p. 100. Nous devons régler les problèmes; nous devons remettre les gens au travail. Voici deux ou trois choses que le NPD propose qu'on fasse immédiatement.

Faire tomber la valeur du dollar. Il faut faire redémarrer notre industrie d'exportation. Pour cela, il faut que la valeur du dollar diminue à un niveau réaliste. Il faut se débarrasser de la TPS. Cette taxe est la pire chose qui soit arrivée à notre économie depuis dix ans. Les Canadiens vont faire leurs emplettes aux États-Unis. J'ai conversé avec mes électeurs. Comme la circonscription de Surrey que je représente se trouve près de la frontière américaine, ils m'ont dit qu'ils allaient magasiner aux États-Unis, même si ça leur coûtait plus cher, pour ne pas avoir à payer la TPS. Ils ont dit que, en traversant la frontière, pour faire leurs emplettes ils allaient montrer au gouvernement ce qu'ils pensaient de la TPS. Ils se prononcent sur la TPS en allant magasiner de l'autre côté de la frontière. Le gouvernement ne semble pas comprendre. Les effets que cette pratique entraîne sont considérables,